Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: - (2021)

Heft: 2

Artikel: Le "service de renseignement frontière" de Belfort et la Suisse : 1914-1918

Autor: Weck, Hervé de

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-977675

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pierre Bucher, officier médecin et « nationaliste » alsacien, devant le bâtiment de l' « Académie » de Réchésy.

Histoire militaire

Le « service de renseignement frontière » de Belfort et la Suisse. 1914-1918

Col Hervé de Weck
Ancien Rédacteur en chef RMS

La Société suisse d'histoire et de sciences militaires vient de publier les actes d'un colloque, organisé à Genève en 2018, consacré au renseignement dans les pays neutres pendant les deux guerres mondiales et la Guerre froide. Ils contiennent les contributions – toutes en français sauf une – d'historiens belges, français et suisses. Concentrons notre attention à ce qui concerne la Suisse pendant la Première Guerre mondiale.[1]

Trois « services de renseignement frontière » français, à Annemasse, à Belfort (depuis 1880) et à Milan, opèrent en Suisse, auxquels s'ajoute celui de l'attaché militaire à Berne. Le SR « Belfort », aux ordres du commandant Louis Andlauer, coiffe un bureau d'exploitation, l'« Académie de Réchésy », la commission de contrôle de Belfort; les consulats de Bâle et de Zurich abritent des agents fixes et itinérants.

Ces organes, dopés depuis que Georges Clemenceau se trouve à la tête du Gouvernement français, rassemblent des informations sur la Confédération et son Armée, spécialement aux moments où le commandement, à Paris, craint une offensive allemande via la Suisse. Ils y cherchent également des preuves de trahison ou de collaboration avec l'ennemi de la part de citoyens français (affaires du Bonnet rouge et affaire Bolo[2]). Ils y font du contre-espionnage, y mènent des opérations de déception opératives et stratégiques; ils y recherchent des informations concernant les Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie) ainsi que, bien entendu, les alliés de la France: on n'est jamais assez prudent!

Le service subordonné à l'attaché militaire[3] à Berne, le colonel Pageot, qui comprend un service de presse, fait du renseignement commercial et économique, rédige des études sur la Suisse, surveille les frontières et, dans les consulats français, les demandes de passeports, de visas. Son attention porte également sur les internés, les réfractaires, les déserteurs, susceptibles d'être recrutés par les services ennemis et, depuis 1917, les mouvements sociaux et révolutionnaires actifs dans certains cantons suisses.

Le Renseignement français recueille de très nombreuses informations dans des sources ouvertes et la presse étrangère. Jusqu'en décembre 1916, Busch, commissaire spécial à Delle, se procure en Suisse des journaux allemands, austro-hongrois et suisses, dont le *Bund*, le *Basler Zeitung*, le *Zurich Zeitung*, le *Zurich Post*, *Le National*, *Le Démocrate*, *Le Journal de Genève*, *La Suisse*, etc. Du 25 août 1914 au 31 mai 1915, ils proviennent d'un kiosque à journaux de Porrentruy, tenu par une Suissesse nommée Erhard. Elle les expédie à Boncourt à un certain Monnier, qui les fait passer à Delle. Après l'arrestation de ce dernier par la police suisse en octobre 1914, le chef visiteur Desboeufs des chemins de fer français prend la relève puis, en décembre, un autre habitant de Boncourt nommé Schertzinger.

1 *Le Renseignement dans les pays neutres*. Dir. Christophe Vuilleumier. ARES 5, série de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires. Genève, Slatkine, 2021. 286 pp. Nous intéresse spécialement la contribution de Gérald Sawicki, «Le service de renseignement de Belfort et la Suisse pendant la Première Guerre mondiale».

2 *Le Bonnet rouge* est un hebdomadaire, puis un quotidien satirique et anarchiste français (1913-1922). Impliqué dans divers scandales, il est accusé notamment de défaitisme. Paul Marie Bolo, plus connu sous le nom de Bolo-Pacha, né le 24 septembre 1867 à Marseille, exécuté le 17 avril 1918 au fort de Vincennes, est un aventurier français, lié à d'importants hommes politiques dont le ministre Joseph Caillaux. En 1914, il devient le conseiller financier d'Abbas II Hilmi, khédive d'Égypte. Le 18 décembre 1914, le khédive, considéré comme trop proche de l'Allemagne, est déposé par les autorités britanniques et doit s'enfuir en Suisse. Bolo demeure son conseiller en exil et, par son intermédiaire, entre en contact avec des banques allemandes et étrangères, dans le but de contrôler des quotidiens français, dont *Le Bonnet rouge*, et d'en faire des organes pacifistes.

3 Dans le public, on voit l'attaché militaire comme un « espion officiel ».

L'« Académie » de Réchésy, dirigée par Pierre Bucher, comprend des intellectuels germanisants liés à l'Alsace-Lorraine et à sa reconquête. Installée à proximité du front et de la frontière germano-française, elle exploite les journaux venant de Porrentruy et ceux que lui fournissent « des amis de Bâle ». Elle cherche ainsi à suivre les fluctuations de l'opinion allemande et produit, à partir du 16 janvier 1915, un bulletin de presse quotidien, qui connaît un énorme succès auprès des autorités françaises. Cette annexe de « Belfort » interroge également les prisonniers, les déserteurs et les espions allemands, passe au crible les renseignements économiques et politiques non urgents qu'elle reçoit via la Suisse.

Si la Suisse était envahie...

La Suisse ne dispose pas d'une artillerie, en particulier lourde, ainsi que des réserves en munitions qui correspondent aux nécessités de la guerre moderne. En réalité, il s'agit de deux des points faibles de son Armée. Les fortifications des Rangiers ne paraissent pas avoir une grande valeur militaire. Récemment armées, elles ne disposent pas d'une garnison permanente, comme celles du Hauenstein et de Morat.

Le «service de renseignement frontière» de Belfort scrute attentivement les intentions du commandement suisse en cas d'invasion allemande. Selon un officier suisse, l'Etat-major général considère en février 1916, « invraisemblable et même absurde », une violation du territoire suisse par les Allemands. La brigade déployée en Ajoie sait qu'elle devra se faire « hacher sur place », avant de céder un pouce de terrain. L'envahisseur se heurtera à « une résistance suisse opiniâtre » qui donnera aux forces françaises le temps de se concentrer. D'autres sources évoquent une situation totalement différente. Les troupes, en Ajoie, sont « tout à fait insuffisantes », comme l'artillerie aux Rangiers. Après un combat retardateur, le commandement prévoit une évacuation de l'Ajoie en cas d'offensive allemande, parce que le saillant de Porrentruy est « indéfendable ». Les troupes se replieraient sur la position des Rangiers. Selon le colonel divisionnaire de Loys, l'Armée suisse, début mai 1916, ne pourrait guère s'opposer à des forces allemandes « formidables », fonçant à travers la Suisse, entre Constance et Bâle, avec Lyon pour objectif. Trois de ses six divisions, les 4e, 5e et 6e, auraient à peine le temps de mobiliser.

Des agents observent les mouvements des troupes suisses et l'arrivée de matériels allemands. Au cours du premier trimestre 1917, ils aperçoivent en gare de Delémont des militaires de la brigade d'infanterie 6 de la 2e division, qu'ils n'avaient pu jusqu'alors identifier. Ils suivent des manœuvres dans le secteur Bâle – Franches-Montagnes, notant la venue à Porrentruy du colonel divisionnaire Treytorrens de Loys, commandant la 2e division, et de son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Henri Guisan. Ils doivent y séjourner quelques jours. Une source considérée comme « sérieuse » révèle la livraison de trois batteries allemandes de 15 cm avec munitions à un officier supérieur suisse. Les Français s'intéressent à l'armement de l'infanterie, entre autres aux grenades à main, aux mitrailleuses, aux essais avec des obusiers de gros calibre.

« Belfort » se tient informé des recherches suisses d'informations sur l'Armée française. En mai 1917, l'officier d'état-major général de la brigade d'infanterie 7 vient rencontrer à Boncourt une personne de confiance, en vue d'obtenir des informations, entre autres sur l'arrivée du général de Castelnau à Delle. On en conclut, sur la base d'autres données, que le commandement suisse connaît mal ce qui se passe dans la région de Belfort et qu'il fait effort pour combler cette lacune.

En mai 1918, « Belfort » reçoit d'une « très bonne source » les résultats d'un *Kriegspiel* de l'Etat-major suisse. Face à une offensive allemande comprenant 400-500'000 hommes et leur artillerie lourde, avec franchissement du Rhin à trois endroits, l'Armée fédérale ne pourrait résister que huit à dix jours. Le commandement suisse applique une défense stratégique, le *Zweistufenmodell*, soit un combat retardateur dans le saillant de Porrentruy et la chaîne jurassienne, avec le gros des forces déployées sur le Plateau. Il compte sur une concentration française en application du plan secret « H' » (comme « Helvétie ») de coopération franco-suisse.

Les régions les plus atteintes par la grippe espagnole en 1918 seraient l'Ajoie, le Jura bernois, les cantons de Neuchâtel et de Genève, le Haut-Valais et le Tessin. Le canton de Berne dénombre 22'000 cas dont 350 mortels, celui de Zurich, malgré ses 30'000 cas, ne déplore que 40 décès. Sous les drapeaux, on compte 11'000 cas et plus de 450 morts. Les issues fatales proviennent de broncho-pneumonies, accompagnées de septicémies aiguës et d'albuminuries abondantes.

Des collaborations suisses spontanées

Des ressortissants helvétiques fournissent de précieux concours. Selon « Belfort », la population se montre nettement francophile dans les cantons frontaliers, où « le dévouement à notre cause » atteint parfois un degré tel qu'il en devient gênant. En Suisse romande, des policiers favorisent le travail des agents français et les préviennent en cas de danger. Un Alsacien appartenant au SR français, l'officier interprète Glassmann, arrive même à se faire recruter dans la police secrète d'un canton suisse !

L'importance et la justesse des informations sont fonction de la valeur des sources. Fin 1915, « une personne sérieuse », apparenté à un « officier de l'entourage du général Wille », rapporte que celui-ci s'attend à « du nouveau » au mois de mars 1916. Pense-t-il à une offensive allemande contre Verdun ou contre Belfort ? Quoi qu'il en soit, on pousse activement les travaux aux fortifications du Hauenstein, dans l'hypothèse d'une violation du territoire par les Allemands.

En pleine bataille de Verdun en mars 1916, un déserteur suisse, incorporé au bataillon 19 de la 2e division, indique

À Boncourt, on peut recueillir des informations intéressantes, car il y passe du « beau monde » ! Ainsi en 1915, des généraux de l'Entente, qui prennent contact avec des militaires suisses.

Aménagement d'une tranchée à Montgremay au-dessus du col des Rangiers (Archives fédérales, Berne).

les emplacements de postes d'observation sur la frontière, entre Réchésy et Boncourt, tous reliés par téléphone au quartier général de Delémont. Quelques-uns ont des vues sur les positions françaises du secteur. Ils surveillent le front et relèvent les indices d'intentions agressives, autant de la part des Français que des Allemands. En principe, seuls les hommes qui y font service peuvent pénétrer dans ces « territoires militaires ». Un déserteur du bataillon de sapeurs 2 dévoile les cantonnements de la 2e division, entre Le Largin et Laufon.

Dès août 1914, le lieutenant-colonel Arthur Fonjallaz, commandant le régiment neuchâtelois d'infanterie 8 et futur *Duce* du mouvement fasciste suisse,[4] manifeste sa sympathie pour la France. Le 24 février 1916, il prend contact à Boncourt avec le commissaire spécial de Delle. Nul incident n'est à craindre entre des soldats français et suisses, car ces derniers viennent du canton de Neuchâtel. « *Comme je tiens essentiellement à ce que les relations soient très cordiales, et qu'il ne survienne aucune difficulté, aucun froissement même, je serais très reconnaissant de bien vouloir me signaler, à moi personnellement, le moindre incident, afin que je puisse remettre les choses au point. Vous n'aurez qu'à me faire téléphoner au 8e régiment à Porrentruy, par l'officier de Boncourt, et je viendrai vous trouver à la frontière.* » Démobilisé, il offre le 5 octobre 1916 ses services au SR de Belfort.

Entretien avec le lieutenant-colonel Arthur Fonjallaz, commandant le 8e régiment d'infanterie suisse
(le 5 octobre 1916)

Service des renseignements de Belfort
No 280/10
SECRET

« *J'ai toujours été un ami de la France et je n'ai jamais cessé de me donner pour tel, devant n'importe lequel de nos officiers. Maintenant que je suis démobilisé, j'ai le droit de vous offrir mes services. Demandez-moi ce que vous voudrez dans l'intérêt de la France, et je le ferai. Je tâcherai de vous faire tenir, par notre ami commun, tous les renseignements que je pourrai obtenir sur les mouvements des troupes allemandes voisines. Je m'efforcerai même, comme vous me le demandez, de vous faire tenir les éléments de l'interrogatoire des déserteurs allemands qui passent en Suisse.* »

Vous comptez, en Suisse, beaucoup plus d'amis que vous ne pensez. S'ils ne témoignent pas publiquement leurs préférences, c'est que nous tremblons tous pour notre union nationale, déjà si compromise, et que chaque manifestation de notre part provoque aussitôt une riposte alémanique, ne serait-ce que pour rétablir l'équilibre. D'ailleurs les sympathies pour vous, en Suisse allemande, vont chaque jour en augmentant. Ne croyez pas que les journaux suisses de langue allemande reflètent l'opinion du pays ; ils sont pour la plupart rédigés par des Allemands et souvent subventionnés par l'Empire. Grâce à cette habile mainmise sur la presse, les Allemands ont pu présenter les événements à leur façon et altérer, dans une certaine mesure, le jugement de nos compatriotes. Mais ceux-ci ont fini par voir clair et se rapprochent de nous. Même à Bâle, le courant est sensible, quant à Zurich, elle demeure la forteresse du germanisme en Suisse.

Il est vraisemblable que le Conseil fédéral soit augmenté de deux membres qui seront certainement des Romands. On prononce le nom d'Audéoud,[5] qui jouit, dans tout le pays, d'un prestige incontesté et que l'Armée eût

4 Lors de la naissance d'Arthur Fonjallaz (1875-1944), sa mère se trouve internée dans un asile psychiatrique. Docteur en sciences sociales et politiques, il suit dans les années 1890 les cours de l'Académie de Modène où semble naître son italophilie. Le conseiller fédéral Giuseppe Motta le considère comme « irresponsable », le ministre de Suisse à Rome souligne « de terribles hérédités au point de vue mental ». Membre du parti des paysans, artisans et bourgeois, il évolue vers l'extrême droite. En 1933, il fonde à Rome la Fédération fasciste suisse qui comprend, une année plus tard, environ 4000 *Chemises noires*, 19 sections cantonales, 80 *faisceaux* (une vingtaine en Valais, un nombre identique au Tessin, un « bastion » en «Terre sainte» près de Delémont). La Fédération, subventionnée par l'Italie, reçoit, entre 1932 et 1936, plus de 600'000 francs de l'époque, l'une des plus grosses sommes accordées à un mouvement étranger.

5 Officier général genevois, à l'époque commandant du 1er corps d'armée.

assurément choisi pour Général, si elle avait été consultée. Wille n'est pas populaire, il a été élu à un moment où le Conseil fédéral et l'Etat-major n'ont pas mis en doute la rapide victoire de l'Allemagne et tenaient à s'assurer ses bonnes grâces – on pourrait dire sa clémence – par un choix de personnages qui devaient lui être sympathiques. Ainsi les Sprecher, Egli, von Wattenwil sont devenus tout-puissants, alors que le colonel Feyler,[6] qui était professeur à notre Ecole militaire, comme Wille, mais qui ne s'entendait pas avec lui, a été complètement écarté. Si Audéoud est nommé au Conseil fédéral, on lui confiera le Département de la guerre, de sorte que l'Etat-major sera forcé de compter avec lui. D'ailleurs Wille a vieilli, il est devenu lourd de corps et d'esprit; s'il venait à manquer, c'est sans doute Audéoud qui lui succéderait.

Le colonel de Loys[7] est un admirable entraîneur d'hommes et un chef de grande valeur, mais il est trop primesautier et trop violent pour entrer en ligne de compte comme généralissime. (...) Lorsqu'il connut, par *Le Temps*, l'intention de son fils de s'engager,[8] il dit simplement: « *Cela me fait plaisir que ce petit montre qu'il a du cran.* » J'ai la conviction qu'il l'approuvait. Malheureusement, Mme de Loys, qui adore son cadet, a été affolée et semble avoir tout fait pour faire revenir son fils sur sa décision. Toujours est-il que, sur son instigation, l'Etat-major intima à Robert de Loys l'ordre de réintégrer son corps immédiatement. Il n'était qu'en congé et eût été considéré en Suisse comme déserteur. (...)

Loys (...) est profondément français de sentiment; j'ai été, pendant longtemps, son chef d'état-major et je crois le bien connaître. Il admire la discipline militaire des Allemands, mais il ne les goûte guère, et il a leur langue en horreur. (...) il n'a, en aucun cas, voulu préconiser la menace armée à l'égard de la France.[9] Quand on connaît de Loys, cette interprétation paraît franchement absurde. (...).

Les Allemands sont parfois d'une singulière imprudence. Un jour, je me trouvais à notre observatoire des Ébourbettes.[10] Nous observions le tir de l'artillerie allemande qui bombardait Pfetterhouse, Seppois et Réchésy. C'était, je crois, le 13 février 1916. Tout à coup, un officier d'artillerie allemand s'approche de nous et, après s'être présenté, nous demande la permission d'observer Réchésy, du haut de notre observatoire. « *Ich möchte so gern Réchésy sehen, was ich von unten nicht entdecken kann.* » Il parut très surpris, lorsque je le rendis attentif à la singularité de sa démarche; je veux espérer qu'aucun de mes camarades ne s'est jamais prêté à ce service.

Mes camarades de Goumoëns et Guisan sont revenus récemment du front de Verdun, qu'ils avaient eu

A la frontière, le poste d'observation de Beurnevésin. (Archives fédérales, Berne).

l'autorisation de visiter. De Goumoëns appartient à l'Etat-major général; il est, depuis plus d'un an, chef d'état-major de la 3e division qui est actuellement à Delémont. Le major Guisan, ancien commandant du bataillon 24, fait partie maintenant de l'Etat-major général. Tous les deux sont enthousiasmés de ce qu'ils ont vu, et leur rapport que j'ai vu à l'Etat-major général, est une suite ininterrompue d'éloges pour l'Armée française. Ce rapport a d'ailleurs fait sensation et j'ai pu me rendre compte qu'il avait vivement impressionné ceux de nos camarades, dont les tendances sont plutôt allemandes. Ce qui a le plus frappé les deux officiers, c'est le calme, l'immense sérénité des troupes du front.»[11]

A la fin 1917, « une personne très bien placée » fournit de mémoire à « un excellent informateur » des indications assez précises sur la ligne principale de résistance prévue par le commandement suisse en cas d'attaque française ou allemande. Les travaux effectués dans le secteur des Rangiers consistent « en éléments de tranchées enterrées ». Il faudrait au minimum quinze jours pour terminer la préparation de cette ligne de résistance. Grâce à ces renseignements, on établit une carte Porrentruy – Soleure avec le dispositif suisse en cas d'attaque. En

6 Rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse*.

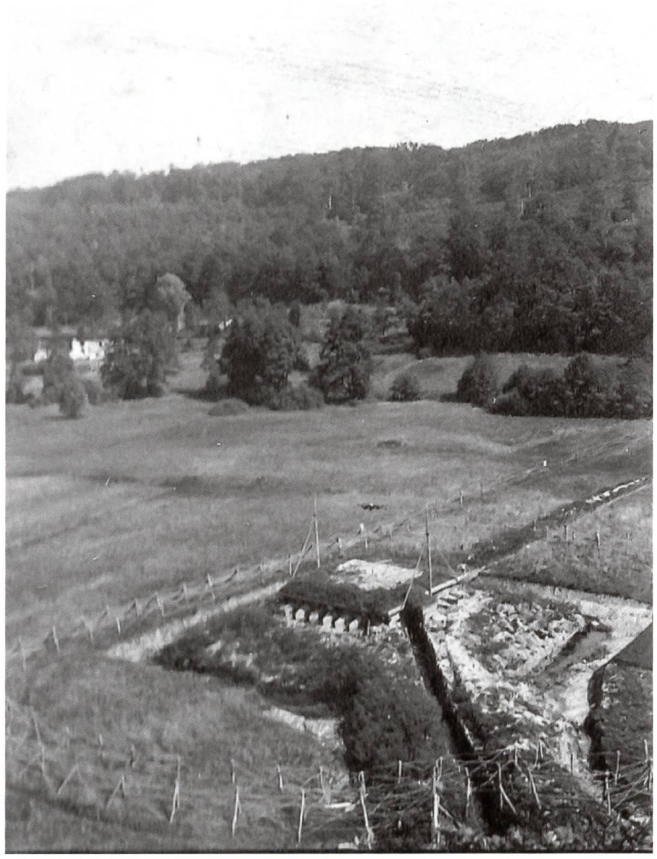
7 Treytorrens de Loys commande la 2e division.

8 Dans la Légion étrangère en France.

9 Est-ce une allusion à une intervention du général Wille auprès du Conseil fédéral: si son ravitaillement se trouvait gravement compromis par le blocus de l'Entente, la Suisse devrait entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne?

10 Près de Charmoille dans l'actuel Canton du Jura.

11 Porcher, Odoric sous-lieutenant: *Le Service de renseignement helvétique entre 1914 et 1918. Organisation, moyens, perceptions des menaces intérieures et extérieures.* Sous la direction du lieutenant-colonel Olivier Lahaie, enseignant-chercheur à Saint-Cyr-Coëtquidan, 2009. Manuscrit.



Le poste d'observation Nord du Largin.

rouge, la ligne principale de résistance prévue dans les régions Les Rangiers – le Hauenstein et Les Rangiers – Morat.

Le renseignement économique

Pendant la guerre, les questions économiques prennent une importance croissante en raison du blocus organisé contre les Empires centraux et le contre-blocus qui est la conséquence. « Belfort » s'intéresse au ravitaillement de la Suisse et à l'approvisionnement des ennemis de l'Entente. Le commerce et le transit de marchandises, via la Suisse, se développent entre l'Italie encore neutre et l'Empire allemand. Fin octobre 1914, des « industriels suisses très compétents » rapportent que les stocks de coton en Allemagne se trouvent au plus bas ; une maison de Winterthur vient de faire confidentiellement des offres très avantageuses aux industriels allemands, qui pourraient en recevoir depuis Gênes. Des représentants de grandes maisons allemandes auraient reçu l'autorisation de quitter le front pour faire leur tournée habituelle en Suisse et en Italie du Nord. Les recettes des chemins de fer fédéraux augmentent fortement, car le transport de marchandises aurait cru de 400'000 tonnes par rapport au mois de février 1914.

L'entrée en guerre de l'Italie, le 24 mai 1915, modifie fondamentalement la situation. Il règne une grande effervescence dans la Suisse italienne. À Lugano, les industriels se disent prêts à renvoyer les Allemands, très nombreux dans la région. Le ravitaillement du Tessin préoccupe beaucoup les autorités. Selon un informateur de retour d'un voyage dans l'Empire allemand, nombre de citoyens, qui ont fui précipitamment la péninsule, ne manifestent aucune animosité contre les Italiens. Ils comptent, une fois la guerre terminée, retourner dans ce pays. Selon un Bâlois « généralement bien informé », l'entreprise Eggimann-Lange à Laufenburg fournit, via la France, des tissus de soie à des maisons d'Angleterre et du Canada. Cette firme occupe un personnel essentiellement allemand et reçoit ses matières premières de l'Empire de Guillaume II.

Le renchérissement et la pénurie des denrées s'avèrent de précieux indicateurs. Dès l'automne 1914, « Belfort » remarque que le pétrole devient de plus en plus rare en Suisse. Le prix du pain, de la viande, des œufs et des pommes de terre augmente fortement à Bâle. La dépendance économique de la Suisse s'aggrave du fait des pressions des puissances belligérantes. La presse romande soutient celles de l'Entente concernant le contrôle des exportations vers l'Allemagne, alors que la presse alémanique s'en indigne. Certains journaux soutiennent que la Grande-Bretagne ne combat pas tellement pour des intérêts politiques mais, surtout, pour sa domination industrielle et commerciale.

Une vision grotesque de l'affaire des colonels et du fossé Romands-Alémaniques

Fin 1915, l'affaire des colonels, la plus retentissante affaire d'espionnage que connaît la Suisse pendant la guerre, implique le chef des services de renseignement de l'Armée, le colonel Friedrich Moritz von Wattenwyl et son adjoint, le colonel Karl Egli, sous-chef d'Etat-major général. Ils ont transmis aux attachés militaires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie des extraits du *Bulletin* de l'Etat-major général, ainsi que des dépêches diplomatiques russes décryptées par les services suisses. Le SR militaire allemand, dirigé par le major Nicolai, a trouvé de nombreux appuis en Suisse alémanique. Les polices de Bâle et de Zurich sont « tout à fait à sa dévotion ». Dès la fin 1915, le chef de la police bâloise, un certain Muller, va plusieurs fois par semaine à Lörrach faire son rapport et recevoir des directives. Le commandant Andlauer, chef du « service de renseignement frontière » de Belfort, évoque quelques Suisses alémaniques, dont un fonctionnaire de Berne, qui lui a procuré « quantité de télégrammes chiffrés envoyés à Berlin par l'ambassade d'Allemagne », ainsi que divers interrogatoires de déserteurs. Ce qui pourrait être un indice que le service de renseignement de l'Armée suisse entretien des contacts avec les deux camps.

Il n'en demeure pas moins que « Belfort » a une vision de l'affaire qui tient de la presse de boulevard![12] Pierre Bucher, le patron de l'« Académie de Réchésy », interroge le 15 février 1916 un déserteur suisse de l'escadron de dragons 18, ex-ordonnance du général Wille, qui aurait fonctionné comme courrier et tout vu des manigances

12 Pour une vision objective et complète de l'affaire des colonels, basée sur les archives et les sources de première main, voir Fritz Stoeckli, *L'Affaire des colonels. Révélations des archives*. Genève, Slatkine, 2020.

des deux colonels, car ils ne prenaient aucune mesure de précaution. Les 18 ordonnances de l'Etat-major général, dont 6 Vaudois, étaient tous des socialistes ou des démocrates, des « Suisses libres » que révoltait le militarisme prussien de leurs officiers ! Avec deux camarades, il aurait joué au « lanceur d'alerte », ce qui lui aurait valu la prison militaire et le risque d'un passage devant un conseil de guerre. Libéré le 12 février, il en profite pour déserter et chercher refuge en France. Si les Allemands violaient leur territoire, déclare ce dragon, tous les Suisses, sans distinctions, se lèveraient contre les envahisseurs. Mais si c'étaient les Français, la Suisse romande refuserait de marcher contre eux. »

Dommage que Gérald Sawicki se contente de citer des documents du « service de renseignement frontière » de Belfort en relation avec l'affaire des colonels, mais n'en fait pas la critique, ne cherche pas à voir s'ils correspondent à la réalité en Suisse où, dans le Jura bernois en particulier, on la considère comme un élément important d'un drame national. Olivier Lahaie, auteur de trois volumes sur la guerre secrète en Suisse,[13] la voit comme l'arbre qui cache la forêt, un épisode banal et sans danger pour l'Entente, sciemment montée en épingle et instrumentalisée par la propagande française.

Le fossé entre Romands et Alémaniques

En mars 1916, un déserteur, natif d'Estavayer, affirme que, dans les bataillons romands, personne n'a des « sentiments allemands ». Au poste des Ebourbettes, il y en a qui font le poing aux boches. Ceux-là, on ne les met pas de garde...

Bertrand Schnetz, rédacteur en chef du journal *Le Démocrate* de Delémont, rend « des services exceptionnels, au péril de sa vie », au « service de renseignement frontière de Belfort ». Il s'agit de la publication d'articles favorables à la France, de communications de notes, de circulaires confidentielles de l'Etat-major ou du Bureau de presse traitant de faits qui doivent être tus dans l'intérêt de la défense nationale. Des soupçons de complicité pèsent sur lui, après une tentative d'attentat contre la centrale hydro-électrique de Rheinfelden: un formulaire d'acheminement du journal a été découvert avec l'explosif. Le 25 novembre 1916, la Belfort » permettent de nuancer la thèse du brave et innocent Schnetz maltraité par une justice fédérale contaminée par la germanophilie.

« Belfort » voit le colonel divisionnaire de Loys, commandant de la 2e division, comme « un grand ami de la France » un élément francophile utile, « peut-être précieux ». Il prend en compte des propos de Benjamin Vallotton, un écrivain vaudois francophile, qui relativise le fossé, c'est-à-dire les sympathies divergentes entre Romands, plutôt francophiles, et Alémaniques, plutôt germanophiles. « A force de ténacité et d'héroïsme », la France a conquis de l'estime et de l'admiration en Suisse alémanique. Des obus allemands tombent à Beurnevésin dans le saillant de Porrentruy, déclenchant une fausse alerte: les Allemands ont franchi la frontière ! Selon Vallotton, le commandant du régiment d'infanterie alémanique, dont les hommes partent en riposte, a le sentiment que ses hommes vont tout culbuter et s'écrie: « Ah ! Je suis content, j'ai retrouvé ma Suisse. »

Le lieutenant-colonel EMG Henri Guisan en mission auprès de l'Armée française.

Les services de renseignement – on le sait – dépendent des médias pour s'informer; ils font en effet tous deux le même métier, mais les journalistes paient rarement les sources confidentielles qui laissent transpirer ce qu'elles savent sous le coup de la colère, de la désillusion ou de l'inconscience. Ce sont pourtant les meilleures, dirait n'importe quel spécialiste. A la guerre, beaucoup de renseignements sont contradictoires et, plus encore, faux, la majorité d'entre eux restant incertains. Les faits apparaissent rarement pleinement connus, leurs motivations moins encore. La recherche d'informations, leur transformation en renseignements ressemblent à une une flottille de chalutiers qui va chercher le poisson et le dépose sur le quai. Ensuite, il y a des gens qui vont traiter le poisson, trier les bons, les médiocres et les mauvais. Pendant la première Guerre mondiale, on n'y parvient presque jamais, mais doit toujours subsister la conscience qu'« il y a une différence entre ne rien savoir et comprendre qu'on ne sait rien[14]. »

H. W.

13 Olivier Lahaie: *La Guerre secrète en Suisse (1914-1918)*. Saint-Denis, Editions Connaissances et Savoirs, 2017. 3 vol. Voir t. I, pp. 343 et suivantes.

14 Tom Clancy: *La somme de toutes les peurs*. Paris, Albin Michel, 1991, pp. 50, 891. Jean-Christophe Notin: *Les guerriers de l'ombre*. Paris, Tallandier, 2017, p. 192.